



AFRIQUE

A l'heure militaire

En l'espace de deux mois, quatre Etats du centre et de l'Ouest africain viennent de passer sous la coupe des militaires : le Congo-Léo, le Dahomey, la République Centrafricaine, la Haute-Volta. Ce genre d'événement n'a plus rien d'exceptionnel en Afrique. Dans le courant de l'été dernier, un militaire accédait au pouvoir à Alger et il n'est pas certain que dans le courant des prochains mois l'armée soudanaise ne reprenne pas également la direction d'un gouvernement qu'elle a dû abandonner aux civils au début de 1965. La tradition instaurée en 1952 sur le continent africain par le colonel Nasser ne tend nullement à dépérir : ce sont les régimes civils qui vont bientôt présenter l'allure de régimes « d'exception ».

Rien de commun avec le militarisme européen

Une première remarque s'impose : toute tentative d'assimilation des régimes militaires africains aux régimes militaires européens ne peut aboutir qu'à des jugements politiques erronés.



(Photo A.F.P.)

David Dacko (République Centrafricaine) : Renversé par sa famille

En Europe, les régimes militaires se sont installés dans des Etats déjà solidement structurés et d'existence fort ancienne. Ils sont arrivés au pouvoir à la faveur de la complicité de bourgeoisies déclinantes qui n'arrivaient plus à s'imposer par le truchement de la démocratie parlementaire.

En Afrique, les régimes militaires ont pris la place d'Etats jeunes, inexpérimentés et qui n'étaient pas encore à fonctionner véritablement. Les principaux dirigeants des pouvoirs civils étaient parfois des hommes sincèrement épris de l'idéologie démocratique apprise en Europe. Mais souvent ils n'ont réussi à grouper autour d'eux que des « évolués » coupés du reste du pays en proie au tribalisme et au sous-développement et soumis aux pressions de familles nombreuses et dévorantes les incitant à détourner les fonds publics au profit des neveux et des cousins. Un jeune camarade, qui vient de passer deux ans comme instituteur dans un pays de l'ancienne A.O.F., me faisait remarquer à ce propos : « Là-bas, la famille se fonde sur une tradition millénaire, l'Etat sur quelques années seulement d'expérience difficile. »

Par ailleurs, tous ces Etats, qui n'arrivaient pas à se constituer, connaissaient des difficultés économiques dues à l'écart entre le prix, à peu près invariable, des matières premières extraites dans le tiers monde et le prix, sans cesse ascendant, des objets manufacturés produits et vendus par les pays hautement développés. On sait que ce phénomène vaut actuellement aux pays nantis de devenir de plus en plus riches et aux pays sous-développés de devenir de plus en plus pauvres.

L'armée : un Etat au rabais

Dans ces conditions, l'armée, en Afrique, se révèle comme la structure la plus apte à fonctionner efficacement dans ces pays actuellement victimes de l'anarchie administrative. En premier lieu, parce que les militaires, bien souvent, sont moins coupés du reste de la population que les évolués civils ; les soldats sont, pour la plupart, des paysans pauvres, attirés par l'appât de la solde et par l'assurance de manger tous les jours. En

second lieu, parce que dans l'armée on ignore les palabres, on exécute les ordres.

Sans doute, ces pouvoirs militaires sont-ils appelés à fournir à l'Afrique des Etats autoritaires faisant bon marché de la liberté de l'individu. Mais beaucoup d'Africains pensent qu'il vaut mieux un Etat au rabais que pas d'Etat du tout, qu'il vaut mieux risquer de mourir occasionnellement sous les coups d'un caporal ivre que de risquer en permanence de mourir de faim parce que l'économie, les transports, le développement de l'agriculture sont soumis aux fantaisies de potentats locaux et de leurs familles abusives.

La droite comme la gauche soumise aux officiers

Une seconde remarque s'impose ensuite : le caractère militaire des régimes qui se sont implantés et continuent à s'implanter en Afrique ne préjuge en rien de leur couleur politique. A Alger et au Caire, le pouvoir demeure autoritairement orienté vers le socialisme. Au Congo-Léopoldville, au Dahomey, en République Centrafricaine, en Haute-Volta on ne sait pas encore d'une façon certaine comment évolueront les gouvernements militaires récemment installés. Sur le plan de la politique étrangère, ils semblent échapper de plus en plus à l'influence du général de Gaulle pour passer sous celle du président Johnson et véhémentement s'opposer à la pénétration chinoise en Afrique (cuisante baisse de prestige pour la V^e République française). Cela ne veut pas dire que ces quatre Etats, sur

le plan intérieur, ont opté durablement pour le libéralisme économique dont l'Amérique est le champion (1).

Des pions sur l'échiquier de la guerre froide

Il s'avère que, de plus en plus, Washington et Pékin se servent de nombre d'Etats du tiers monde comme des pions qu'ils jouent sur le grand échiquier de leur guerre froide sans trop prendre le temps de se préoccuper des options idéologiques de ces partenaires d'occasion. En particulier, quand ces Etats (comme c'est le cas de la plupart de ceux d'Afrique au nord de l'équateur) ne présentent pas toujours un intérêt économique de première importance, mais surtout un intérêt stratégique. En Afrique australe, réservoir de matières premières, la situation est quelque peu différente.

Comme au temps de l'esclavage, l'Afrique demeure un continent disponible que les grandes puissances mondiales utilisent à leur fins particulières.

Ce n'est pas le moindre scandale de notre époque.

Jacques Vivien.

(1) Jean Ziegler révèle dans *Le Monde* du 1^{er} janvier qu'il a existé entre le colonel Mulumba, aujourd'hui Premier ministre du Congo-Léo, et le chef rebelle Gbenye de mystérieuses et bien curieuses relations au moment des événements de Stanleyville.

Des pronunciamientos à la chaîne

Hier, le Congo-Léo, le Dahomey ; aujourd'hui, la République Centrafricaine suivie de près par la Haute-Volta sont le théâtre de coups d'Etat militaires. Durant la nuit de la Saint-Sylvestre, le colonel Bokassa, qui « abolissait la bourgeoisie », prenait le pouvoir à Bangui, éliminant dans un calme apparent le président D. Dacko. Il semble bien qu'ici comme ce sera le cas à Ouagadougou, ce sont des mesures de restriction budgétaire à rencontre des fonctionnaires qui ont déclenché un profond mouvement de mécontentement. Les syndicats protestent, dénoncent dans les dirigeants du pays les principaux privilégiés, l'ordre est menacé, les partis uniques (à Bangui, le « Mouvement pour l'Evolution Sociale de l'Afrique ») n'ont guère d'assises solides, dès lors il ne reste plus à l'armée qu'à intervenir. Il ne s'agit pas de rétablir l'Etat mais pratiquement de l'instituer.

Depuis la mort, en 1959, de Boganda, D. Dacko présidait pratiquement sans opposition aux destinées du pays ; aucun grave conflit d'ordre ethnique ne menaçait l'équilibre national comme cela risque de se produire au Tchad. Il reste que là, comme ailleurs, les inégalités sociales étaient criantes, à côté de petites couches privilégiées dans les villes, la masse des paysans vit dans une profonde misère malgré une certaine augmentation des productions agricoles. Mais cette majorité de paysans n'est pas organisée et ce n'est pas elle qui met en péril les gouvernements et les régimes. Ce sont précisément les « privilégiés » des villes qui s'élèvent contre toute tentative d'austérité à leur rencontre. A Ouagadougou, en Haute-Volta, les

manifestations visent à s'opposer à une réduction de 20 p. 100 du traitement des fonctionnaires décidée par le président Yameogo.



(Photo A.F.P.)

Maurice Yameogo (Haute-Volta) : « Je suis le premier à me réjouir. »

Est-ce à dire que les présidents tombent à cause de leurs velléités égalitaires ? Est-ce à dire que les militaires n'appliqueront pas les mêmes mesures une fois le pouvoir mieux tenu en main ? A ces interrogations, on ne peut répondre que par d'autres interrogations ; seuls quelques points d'évolution se dessinent pour l'instant.

Les nouveaux dirigeants militaires paraissent vouloir mettre fin aux relations telles qu'elles étaient établies avec la Chine de Pékin. Faut-il voir là l'intervention indirecte des U.S.A., ce serait d'autant plus vraisemblable qu'ainsi Washington prendrait pied dans ce qui était jusqu'ici considéré comme « chasses gardées » de la France ! D'autre part, comme le mentionnait une analyse récente de Jean Ziegler, la situation de ces pays évolue insensiblement vers des dictatures non seulement de fait mais de droit. Les assemblées sont dissoutes, le personnel politique qui avait inauguré le régime d'indépendance est écarté, la force brandie, les élections lorsqu'elles étaient prévues sont remises *sine die*. Certes, les ci-devant régimes n'étaient guère démocratiques ; aujourd'hui on supprime ce qui était le symbole tout à fait extérieur d'une démocratie que l'on voulait copier

sur le vieil Occident.

Ces nouvelles dictatures assureront peut-être un certain nivellement dans la pauvreté ; mais comme nous l'avons noté à plusieurs reprises, il ne semble pas qu'elles puissent résoudre les crises profondes qui caractérisent ces pays. Dans ces conditions, on peut s'interroger sur le rôle des syndicats urbains ; leur rôle est-il purement corporatif comme l'affirment certains, auquel cas ils ne feraient qu'exprimer les aspirations socio-économiques de nouvelles classes en voie de formation ? Ou bien ces syndicats auront-ils un certain poids politique dans l'orientation de la gestion nationale, auquel cas tout dépend de leurs rapports avec les militaires ?

C. G.